



Monsieur le Directeur académique, Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD74

**Dans le 1<sup>er</sup> degré**, la dotation allouée à notre département, bien que la démographie soit à la baisse, ne permettra pas d'améliorer notablement le fonctionnement du service public d'éducation, dans un contexte où l'État favorise avec une duplicité coupable l'enseignement privé.

Pour L'Unsa éducation, il est urgent d'améliorer le taux d'encadrement, de baisser le nombre d'élèves par classe à 24 sur tout le territoire tout en augmentant la capacité de remplacement.

Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les ouvertures et fermetures de classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, moyens de remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école. Sur ce point, l'effort engagé pour améliorer les temps de décharge de direction est désormais mis à l'arrêt alors que le travail engagé est loin d'être achevé. Depuis plusieurs années nous dénonçons les choix nationaux de fragiliser les RASED. Ces postes sont pourtant indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires. Il est temps de changer d'orientation pour répondre à la réalité des besoins des élèves des écoles en recrutant massivement quelque soit leur mission.

Pour **l'UNSA Éducation** il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens de répondre effectivement et pleinement aux besoins tels qu'ils existent de façon criante. Cela nécessite de dépasser une politique purement comptable qui nie les difficultés de la communauté éducative et fragilise les personnels et les élèves. L'école inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leurs familles en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves. Et que dire des moyens mobilisés par l'employeur en matière de postes adaptés, de moyens mis à disposition pour les aménagements de postes nécessaires au maintien dans l'emploi des personnels en situation de maladie ou de handicap : ils sont indigents.

Par ailleurs, notre système éducatif doit pouvoir être administré dans des conditions dignes et efficaces, en disposant pour cela des moyens humains et matériels *ad hoc*. La qualité des outils doit être au rendez-vous pour éviter l'inflation de la bureaucratie qui ne fait que ralentir les actions concrètes sur le terrain et dégrader les réponses apportées aux usagers. Le rapport du sénateur Paccaud a mis en lumière la sous-administration de nos établissements, et alerté comme nous le faisons depuis fort longtemps sur l'état critique des services. Nous ne pouvons plus accepter l'état de sous-administration de notre ministère avec 6 agents dédiés pour 1000, alors que d'autres ministères, comme celui de l'économie et des finances, bénéficient de moyens plus de 3 fois supérieurs. Il n'est plus concevable qu'une telle iniquité perdure au sein de la fonction publique d'État. Une administration efficace passe par des moyens humains à la hauteur des enjeux et des outils fonctionnels et adaptés aux besoins.

Dans la vision globale portée par **l'UNSA Éducation**, notre système est également gravement fragilisé par le sous-investissement des missions accomplies par les personnels sociaux et de santé. Un grand plan de revalorisation et de recrutement pluriannuel est nécessaire pour pouvoir donner enfin au service social les moyens d'accompagner les élèves de la maternelle au lycée aux côtés des personnels de santé. Il est nécessaire également de pouvoir accompagner tous les agents, confrontés à des missions de plus en plus difficiles, avec une médecine de prévention adaptée au nombre de personnels. C'est une nécessité pour soutenir les équipes confrontées à d'immenses défis. Par ailleurs, force est de constater que les professionnels de santé ne veulent plus venir travailler à l'Éducation nationale.

Pour conclure, **l'UNSA Éducation** réaffirme qu'une politique éducative cohérente, respectueuse des personnels et des élèves, ne peut se baser sur des réformes précipitées et sans moyens. Il est nécessaire de prendre du recul, de stabiliser notre système et de faire en sorte que les agents de l'Éducation nationale bénéficient des conditions de travail dignes et des moyens nécessaires à l'exercice de leur mission.

S'atteler à ces défis majeurs est une urgence, d'autant plus que nous manquons cruellement de personnels. Il est nécessaire de s'atteler à ces choix, certes coûteux d'un point de vue budgétaire, dans un contexte de finances publiques que nous n'ignorons pas, mais indispensables pour répondre aux problématiques salariales, prendre en compte les enjeux de mixité et d'inclusion et *in fine* chercher des solutions aux défis posés. **Nous n'accepterons pas que nos collègues exercent dans des conditions qui continuent à se dégrader et dans un contexte où leur pouvoir d'achat continue à régresser.**

***Pour l'UNSA Éducation  
Emmanuel FUSS – Marion LAYAT***